Terminer la Révolution française, en finir avec la révolution

Sophie Wahnich

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/614>

DOI : 10.4000/elh.614

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 8 octobre 2015

Pagination : 139-147

ISBN : 978-2-271-08822-2

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Sophie Wahnich, « Terminer la Révolution française, en finir avec la révolution », *Écrire l'histoire* [En ligne], 15 | 2015, mis en ligne le 08 octobre 2018, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/614> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.614>

Terminer la Révolution française, en finir avec la révolution

Très tôt dans la période révolutionnaire, des acteurs ont cru que la Révolution était achevée, c'est-à-dire que ses objectifs étaient atteints et acquis, au moins pour un moment.

C'est le cas des Lyonnais en juillet 1789. Ils pensent que la réunion des trois ordres est une victoire qui permet de considérer que la barrière d'octroi est obsolète, qu'un autre monde est déjà là. Mais l'ancien n'a pas si vite laissé la place au neuf, et s'ensuit une répression féroce de ceux qui ont cru que l'histoire s'achevait en leur faveur.

Les émigrés partent dès le 14 juillet 1789 pour la même raison, pensant que leur monde est désormais déchu. Quand ils reprennent ouvertement les hostilités, la Convention riposte, le 22 octobre 1792, en les bannissant à perpétuité. Leurs châteaux sont promis à la démolition. Et pourtant, ils sont de retour dès le Consulat et affluent avec la Restauration, où ils reçoivent un milliard à partager entre cinquante mille nobles, pour indemnité. La fin de l'histoire ne semble ainsi jamais dite une fois pour toutes. Et c'est paradoxalement ce sentiment d'im-

possibilité à la dire qui conduit à un vécu politique d'incertitude et au désir qu'on puisse clore cette séquence épuisante du fait de son incertitude même.

En conséquence, très tôt également, les acteurs ont souhaité que le processus révolutionnaire s'achève, c'est-à-dire qu'il connaisse une véritable stabilisation. Mais ce désir de stabilisation puise dans des motivations différentes. Ce sont trois d'entre elles que je souhaite examiner ici.

La première consiste à ne pas vouloir que la Révolution aille trop loin, à redouter qu'elle ne recommence par désir de plus grandes conquêtes, qu'elle ne se lance à la poursuite du bonheur et ne se donne pour ambition de faire de celle-ci l'idée motrice. Terminer la révolution, c'est donc en limiter les ambitions. La volonté de stabiliser la Constitution de 1791 malgré la fuite du roi relève de ce désir de suturer l'histoire, qui passe par un certain déni de l'événement.

Mais une autre crainte taraude les révolutionnaires les plus prononcés, celle d'une révolution interminable, c'est-à-dire d'une impossible sortie de

crise, qui conduirait à devoir renoncer aux espoirs soulevés par l'événement même. Si la stabilité ne revient pas, alors le découragement risque de l'emporter sur l'espérance. La période de la Terreur, si nécessaire soit-elle apparue, peut devenir un gouffre capable d'engloutir toute ouverture vers le futur. Terminer la révolution, c'est, face à ce risque, la faire entrer dans les mœurs. Faire en sorte que la révolution soit incorporée et refonde ainsi la nature humaine après «le gouffre de la terreur». Cela permettrait qu'elle ne dépende plus des aléas des actions et des réactions entre révolution et contre-révolution.

Terminer la Révolution, c'est trouver les moyens de la rendre irréversible en en faisant une seconde nature civile.

Enfin, lorsque Germaine de Staël écrit, l'été 1798, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution, et des principes qui doivent fonder la République en France*, elle interroge, comme les Constituants, les institutions politiques du côté de l'État plus que de la bonne civilité. Terminer la Révolution, c'est la mettre à la fois à l'abri de la terreur et de la monarchie. Mais, alors qu'en 1794 il s'agissait de faire confiance à la puissance législative et aux institutions civiles pour sortir de la terreur, Germaine de Staël, elle, cherche une bonne forme institutionnelle pour le pouvoir exécutif.

Terminer la révolution, en finir avec l'ambition révolutionnaire

La Révolution butte, le 20 juin 1791, sur la fuite du roi. Il est arrêté à Varennes alors que la Constitution est en voie d'être achevée. Si le roi était jugé pour crime de haute trahison, et donc de lèse-nation, il serait mis en dehors de la cité. Il faudrait alors retravailler l'édifice constitutionnel, où il occupe d'une manière héréditaire la position de chef de l'exécutif. Or les Constituants ne veulent pas remettre sur le métier cet édifice fragile. Consacrant en fait le droit de propriété, le libéralisme économique et l'esclavagisme, cette Constitution est en contradiction absolue avec l'article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et a déjà de nombreux détracteurs dans le pays lors de la fuite du roi. Celle-ci pourrait être l'occasion

de la réélaborer. Loin de pencher en ce sens, les Constituants cherchent à innocenter le roi en le déclarant inviolable et en déguisant sa fuite en enlèvement.

Là où l'histoire pourrait rebondir et s'emballer, il s'agit de la faire cesser à tout prix. Fin de l'histoire.

La première tentative pour clore cette séquence de la fuite se joue à l'Assemblée nationale, où, le 15 juillet 1791, Barnave plaide sans vergogne la nécessité d'accepter ce roi indigne. Paris et les départements s'agitent depuis le 21 juin et demandent que le roi soit jugé. Mais Barnave fait un récit qui occulte cette demande et affirme que la nation «manifest[e] son unanimité» après «une violente secousse». La conflictualité est ainsi renversée en son contraire et la fuite

euphémisée en secousse. «Ce dernier événement, comme tous ceux qui l'ont précédé, ne servira qu'à presser le terme, qu'à assurer la solidité de la Révolution que nous avons faite¹.» Presser le terme. Aller plus vite dans cette opération de clôture.

La demande de jugement du roi est bien évidemment soutenue par les Républicains, qui veulent un changement de régime constitutionnel. Barnave répond en disqualifiant la République aussi bien au sens de forme de gouvernement qui se passerait de roi qu'au sens de gouvernement populaire. Il refuse qu'on accueille les émotions populaires qui réclament justice et très classiquement les renvoie au caractère versatile d'un peuple qui aime son roi mais ne l'aime plus. L'instabilité viendrait non pas du roi, mais d'un peuple immature. Stabiliser la révolution, c'est donc maintenir le roi, qui n'aurait rien fait de suffisamment grave pour expliquer ce désamour, et se passer du peuple, qui voudrait une autre Constitution.

Ceux qui veulent ainsi sacrifier la Constitution à leur ressentiment pour un homme me paraissent trop sujets à sacrifier la liberté par enthousiasme pour un autre ; et puisqu'ils aiment la République [...], comment, leur dirai-je, vous avez en ce moment fondé tant d'espérances sur la mobilité de ce peuple, et vous n'avez pas senti que, si votre système pouvait réussir, dans cette même mobilité était le principe de sa destruction ; que bientôt le peuple agité dans un autre sens aurait établi à la place de la monarchie constitutionnelle que vous aurez détruite, la plus terrible tyrannie, celle qui est établie contre la loi, créée par l'aveuglement?²

Il s'agit donc de faire cesser les aspirations populaires à ce que justice soit

rendue face à un roi traître et fuyard, les aspirations à la véritable égalité politique face à une constitution censitaire, les aspirations au droit à l'existence face à un libéralisme illimité et esclavagiste.

La stratégie de Barnave consiste à souligner les conquêtes, la fin de la société d'ordres, qui fait des nobles des ci-devant, et l'avènement d'un régime politique constitutionnel présenté comme le point d'aboutissement, le terme de la Révolution.

Aujourd'hui, Messieurs, tout le monde doit sentir que l'intérêt commun est que la Révolution s'arrête. Ceux qui ont perdu doivent s'apercevoir qu'il est impossible de la faire rétrograder et qu'il ne s'agit plus que de la fixer : ceux qui l'ont faite et qui l'ont voulue doivent apercevoir qu'elle est à son dernier terme, que le bonheur de leur patrie, comme leur gloire, exige qu'elle ne se continue pas plus longtemps.³

Or les nobles préparent la guerre à Coblenz ; mais il élude ce point, car le vrai danger, selon lui, viendrait du « prolongement indéfini de notre fièvre révolutionnaire » :

Tout changement est aujourd'hui fatal, tout prolongement de la Révolution est aujourd'hui désastreux ; la question, je la place ici, et c'est bien là qu'elle est marquée par l'intérêt national. Allons-nous terminer la Révolution, allons-nous la recommencer ? (*Applaudissements répétés*) Si vous vous défiez une fois de la Constitution, où sera le point où vous vous arrêterez, et où s'arrêteront surtout nos successeurs ? [...] Si la Révolution fait un pas de plus, elle ne peut le faire sans danger ; c'est que, dans la ligne de la liberté, le premier acte qui pour-

rait suivre serait l'anéantissement de la royauté ; c'est que, dans la ligne de l'égalité, le premier acte qui pourrait suivre serait l'attentat à la propriété. (*Applaudissements*).⁴

Ainsi, Barnave reconnaît que conserver le roi, c'est aussi et avant tout conserver l'aristocratie des propriétaires. Mais le roi innocenté de sa fuite et déclaré inviolable même en ce cas, et ce sont les manifestations politiques qui deviennent hors la loi. Il est désormais interdit d'être encore révolutionnaire, même pacifiquement.

Ceux qui ne veulent pas l'entendre organisent le 17 juillet 1791 au Champ-de-Mars la signature d'une pétition réclamant que le roi soit suspendu, jugé, et qu'advienne de fait une République. Alors qu'ils ont appelé à venir sans armes et sans bâtons, le rassemblement est violemment réprimé dans la soirée : l'Assemblée nationale a convaincu la municipalité, le maire, Bailly, et le chef de la garde nationale, La Fayette, de déclarer la loi martiale et de faire tirer sur le peuple chantant et dansant.

Pour que la fin de l'histoire soit bel et bien monarchique, un décret d'amnistie vient enfin forclure l'événement le 14 septembre 1791. Y sont amnistiés les nobles traîtres et les révolutionnaires radicaux,

mais la fusillade du Champ-de-Mars et la répression des Républicains qui s'en suivit ne sont pas même évoquées : l'événement doit disparaître des récits, selon les souhaits de l'Assemblée et de la cour. Ainsi, la mémoire du conflit ouvert par la fuite du roi est désormais barrée. Le décret a de fait pour objectif de tourner une page d'histoire et d'empêcher même qu'elle puisse être revisitée. Pour Nicole Loraux, qui a tant travaillé sur l'amnistie des Trente Tyrans à Athènes, cette mémoire barrée met en jeu un temps non vectorisé de l'histoire qui est celui de l'oubli et du répétitif, mais où, face à la « mémoire barrée » de la conflictualité politique, se met en place le « sourd travail d'une instance désirante⁵ ». À ce titre, plus qu'aucune autre séquence de la Révolution française, le moment qui s'ouvre avec cette amnistie est celui où les émotions sont à la fois opératrices de répétitions et puissances au travail de la rupture d'avec ce barrage de la mémoire du conflit. La fin de l'histoire est ainsi un barrage politique et psychique, mais « l'instance désirante » sait que la transformation radicale de la société n'est pas achevée. Ce désir fabrique un art politique qui conduit de fait à l'insurrection du 10 août 1792. L'événement ouvre alors une nouvelle séquence révolutionnaire.

Terminer la Révolution, faire entrer la Révolution dans les mœurs

L'insurrection témoigne d'une perspective annoncée par Barnave. Effectivement, un peuple redevenu libre ne se laisse pas si facilement domestiquer :

Quelque exemple qu'on puisse donner des peuples devenus libres par leur énergie, et rétablis sous le joug par la coalition des tyrans, une telle issue n'est point à craindre pour nous. Des secousses trop

répétées ont fait pénétrer, jusqu'au fond du peuple, l'amour et l'attachement de la Révolution. On ne change plus l'état des choses, on ne rétablit plus des usurpations et des préjugés quand une telle masse s'est émue, et quand elle a dit tout entière : je sais être libre, je veux être libre, et je serai libre.⁶

Mais la séquence dite de la « Terreur » témoigne d'une adversité et d'une hostilité à la liberté révolutionnaire si fortes qu'elles peuvent produire des effets réellement destructeurs. Le courage de la liberté, la volonté d'être libre et acteur, pourraient se dissoudre. Pour Saint-Just, ce danger est devenu palpable et inquiétant : « On parle de la hauteur de la révolution : qui la fixera, cette hauteur ? Elle est mobile. Il fut des peuples libres qui tombèrent de plus haut⁷. » La grandeur voisine ainsi avec la chute, comme si le paradis d'une liberté révolutionnaire ne pouvait qu'être bref, fugace même, comme un rêve éveillé. La fin de l'histoire, ce serait non pas cette Révolution permanente crainte précédemment, mais une chute hors de la Révolution, par cessation, comme un combat cesse par épuisement. La terreur aura été un gouffre, un lieu d'où l'on a du mal à revenir, un lieu qu'il faut conjurer après l'avoir créé. « Clore le gouffre de la terreur », c'est en ces termes que René Levasseur de la Sarthe évoque la volonté de Robespierre le 9 thermidor⁸. Le gouffre en question, c'est celui d'un affrontement si intense qu'il pourrait avoir brûlé tous les désirs de cette fameuse « instance désirante ».

« Ceux qui survivent aux grands crimes sont condamnés à les réparer⁹ », déclare Saint-Just le 26 germinal an II. Les grands crimes dont il parle sont alors ceux des contre-révolutionnaires, qui ont

obligé la Révolution à user de moyens extrêmes et ont annihilé la compétence sensible révolutionnaire. « L'exercice de la terreur a blasé le crime, comme les liqueurs fortes blasent le palais¹⁰. » Or, dans la conception sensualiste du moment, seule la sensibilité donne la faculté de juger des situations et de résister à l'oppression. Ne plus réagir au crime, c'est ne plus avoir de sensibilité naturelle, ne plus avoir de rapport spontané avec sa conscience et avec la morale. Pour Saint-Just, être révolutionnaire suppose ce rapport spontané, signe que la Révolution est enfin incorporée, instinctive dirait Robespierre, qui affirme le 18 floréal an II : « Le chef-d'œuvre de la société serait de créer en [l'homme] pour les choses morales un instinct rapide qui, sans le secours tardif du raisonnement, le portât à faire le bien et à éviter le mal¹¹. » Mais si Saint-Just était encore confiant au lendemain du procès du roi, il imagine le pire au lendemain de la lutte des factions. Peut-être qu'il y a eu de l'irréparable, que rien n'est désormais réparable. Saint-Just a déployé sa confiance et sa conception de la nature dans un texte théorique, *De la nature*. Mais dès les décrets de ventôse, son désespoir domine. Sa conviction que la rupture avec l'Ancien Régime, puis avec la monarchie constitutionnelle, sera bien consommée et que la Révolution entrera dans les mœurs, devient labile : « Vous avez voulu une République ; si vous ne vouliez point en même temps ce qui la constitue, elle ensevelirait le peuple sous ses débris¹². » Car « une République ne peut reposer que sur la nature et sur les mœurs¹³ ». Dans le « Troisième fragment », elle pourrait même s'effondrer : « Le jour où je me serai convaincu qu'il est impossible de donner au peuple fran-

çais des mœurs douces, énergiques, sensibles, et inexorables pour la tyrannie et l'injustice, je me poignarderai¹⁴. »

La fin de l'histoire révolutionnaire serait ainsi la fin du désir de révolution ou d'attachement aux mœurs révolutionnaires. L'ambition des révolutionnaires radicaux qui veulent terminer la Révolution au printemps de l'an II et qui ne cessent de marteler l'expression « il est temps », est, d'une part, de pouvoir faire cesser l'exercice de la terreur et considérer que la Révolution est finie parce que ses ennemis sont vaincus au-dedans comme au-dehors, et, d'autre part, de fabriquer un art de vivre qui redonne aux Français le désir d'être libres et confiants dans la liberté qu'offre un gouvernement constitutionnel quand le gouvernement révolutionnaire n'est plus indispensable.

Cette théorie d'un achèvement de la Révolution consisterait non à forclure le devenir de l'histoire, mais à lui donner une direction en faisant de chaque citoyen un gouvernail pour la collectivité. Ce veilleur acculturé par les institutions civiles révolutionnaires, religion civile et éducation publique, serait capable d'activer instinctivement ses droits de résistance à l'oppression en cas de nécessité, capable de maintenir en toutes circonstances une « tenue républicaine ». Pour achever la Révolution, il faut, grâce aux institutions

civiles, fabriquer une symbolique telle que Mauss la décrit comme « expression obligatoire des sentiments » :

Une catégorie considérable d'expressions orales de sentiments et d'émotions n'a rien que de collectif [...]. Disons tout de suite que ce caractère collectif ne nuit en rien à l'intensité des sentiments, bien au contraire. [...] Mais toutes ces expressions collectives, simultanées, à valeur morale et à force obligatoire des sentiments de l'individu et du groupe, ce sont plus que de simples manifestations [...]. Il faut les dire, mais s'il faut les dire c'est parce que tout le groupe les comprend. On fait donc plus que manifester ses sentiments, on les manifeste aux autres, puisqu'il faut les leur manifester. On se les manifeste à soi en les exprimant aux autres et pour le compte des autres. C'est essentiellement une symbolique.¹⁵

Dans ce cas, une représentation collective s'impose avec force et ne nécessite plus l'intervention des subjectivités individuelles. Plus exactement, chacun peut exprimer ce qu'il veut, voire ne rien exprimer du tout personnellement, rien ne vient déplacer la forme collective d'expression des sentiments. Alors, effectivement, la Révolution serait entrée dans les mœurs.

Les mœurs introuvables, retour au carcan des institutions politiques

Germaine de Staël vient d'assister au coup d'État de Floréal et de le déplorer lorsqu'elle écrit, l'été 1798, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la*

Révolution... Depuis l'élimination des dits « robespierristes », l'illégalité récurrente et l'apathie signent l'échec de la Constitution de l'an III et du Directoire. Il n'y a ni

mœurs ni lois qui se soient installées. Elle souhaite les faire advenir, mais en renonçant aux principes qui avaient été ceux de l'an II. Les mœurs seraient liées non plus à une religion civile, mais à une religion nationalisée – elle pense au protestantisme, sur le modèle anglican. Quant aux lois comme institutions régulatrices, elles seraient avant tout de contrainte, car il s'agit de réélaborer un exécutif plus puissant et efficient, non de repenser vraiment le pouvoir législatif, encore moins la puissance souveraine populaire. Lorsqu'elle s'interroge :

La Révolution française se terminera-t-elle de notre temps? Verrons-nous la République, si glorieuse par la victoire, pour jamais fondée sur la justice et l'humanité? Cesserons-nous de souffrir et par l'indignation et par la pitié, et verrons-nous les rangs naturels de l'État se coordonner avec certitude, la vertu dans le pouvoir, le crime dans le mépris, l'innocence dans le repos?¹⁶

elle cherche à tenir en respect et les royalistes et la Terreur sans pour autant identifier la Terreur aux Jacobins. Dans une conversation rapportée par Charles Lacretelle et évoquée dans l'introduction à l'édition de 1906, Germaine de Staël aurait apostrophé les royalistes en ces termes :

Vous parlez, messieurs, d'en finir avec la Révolution, et vous prenez la meilleure marche pour la recommencer. Avez-vous affaire à des hommes tout prêts à vous céder la place? Ces disciples de Danton, ces vieux Cordeliers ne voient-ils pas qu'il s'agit ici, pour eux, de vie ou de mort. Ils vous combattent avec un pouvoir absolu qu'ils

gardent encore, et avec des armes que vous ne connaissez pas, celles des révolutionnaires. Vous êtes bien neufs à parler *souveraineté du peuple* ; vous bégayez une langue qu'ils connaissent mieux que vous.¹⁷

On retrouve ici le motif d'une certaine irréversibilité de l'événement révolutionnaire et d'une compétence révolutionnaire acquise. Pour autant, il s'agit de limiter l'égalité politique en valorisant de fait les propriétaires. Afin de terminer la Révolution, et de mettre fin à l'arbitraire des coups d'État de l'exécutif, Germaine de Staël prône la création d'une institution étatique capable de produire une force d'inertie, de son point de vue protectrice : plutôt que d'organiser de fausses élections libres, «il vaudrait mieux former un Corps conservateur qui assurerait la stabilité constitutionnelle de la République. On pourrait ensuite laisser toute liberté dans l'élection du conseil des Cinq Cents. Les élections seraient libres et les révolutions impossibles¹⁸». Mais comment obtenir que ce corps des «Anciens» soit conservateur? Elle explicite un point important. Il s'agit selon elle de faire cesser le clivage entre le pouvoir et la fortune. Contre l'imaginaire de Républicains pauvres et vertueux, il s'agit de faire cesser une situation où «le pouvoir est d'un côté et la fortune de l'autre. [...] La propriété est en guerre avec la législation¹⁹». Aussi préconise-t-elle une stabilisation par l'engagement d'une petite armée de gens de pouvoir privilégiés, engagés du fait même des privilèges acquis à défendre cette stabilité :

Placez les hommes dans une situation qui leur promette, pour toute leur vie,

l'indépendance, la fortune et un certain degré de pouvoir, et vous êtes assurés qu'ils défendront, au péril de leur vie, l'ordre de choses qui prendra soin de toute cette vie, s'ils la conservent. Mais si vous donnez aux hommes trois ans d'une assez faible existence que rien ne garantit et dont le renouvellement est très incertain, ils céderont, pour la plupart, à toutes les chances de changement, et surtout ils ne s'exposeront à aucun danger pour l'éviter.²⁰

La fin de l'histoire révolutionnaire serait ainsi garantie par l'effort individuel de chacun des membres d'un personnel politique professionnalisé supposé apte à défendre l'intérêt général par la défense de son intérêt particulier.

S'il est certain qu'effectivement alors rien ne bouge, il reste à prouver que ce qui est défendu est bien l'intérêt général.

*
* *

La fin de l'histoire dans la période révolutionnaire prend ainsi trois formes de gestion des émotions disruptives, celles qui produisent des secousses, des turbulences, voire des événements.

Le déni de ces émotions accompagne la volonté d'interrompre un mouvement de libération. Le désir de justice doit alors être forclos par la répression, la peur et l'oubli. C'est ce qu'on peut observer après la fuite du roi.

La volonté de produire par l'acculturation une symbolique nouvelle conduit à vouloir que l'expression obligatoire des sentiments soit la nouvelle main invisible qui permette, par l'entame de la liberté individuelle, de maintenir la liberté collective. La fin de l'histoire serait celle du «partage du sensible²¹», car face aux questions de morale politique il n'y aurait plus qu'une manière de sentir, et de ce

fait une faculté de juger unifiée. Le mouvement serait celui de l'élaboration républicaine, mais elle ne serait plus soumise aux rébellions contre-révolutionnaires. Les institutions civiles auraient fabriqué une hégémonie culturelle. Là est le rêve d'une société qui n'aurait plus besoin quasiment d'être gouvernée, tel qu'il a surgi au printemps de l'an II.

Mais si l'hégémonie culturelle et sensible n'advient pas, alors il s'agit de gouverner les émotions des gouvernants, non pas de les contraindre, mais de les acheter afin que leur intérêt particulier les pousse à vouloir la stabilité du régime. Ainsi s'invente une République stabilisée sur la propriété et non sur l'égalité des cœurs et des intelligences. Là s'achève l'adéquation entre les noms de République, de démocratie et de gouvernement populaire.

Notes

1 Antoine BARNAVE, «Discours à l'Assemblée constituante: 15 juillet 1791», *Assemblée nationale*, «Les grands moments d'éloquence par-

lementaire», <www.assemblee-nationale.fr/histoire/7ea.asp>, cons. 15 févr. 2015.

2 *Ibid.*

- 3 *Ibid.*
- 4 *Ibid.*
- 5 Nicole LORAUX, «Éloge de l'anachronisme en histoire», *Genre humain*, n° 27, *L'Ancien et le Nouveau*, 1993, p. 23-39, ici p. 38.
- 6 Antoine BARNAVE, *ibid.*
- 7 SAINT-JUST, *Institutions républicaines*, «Troisième fragment», dans *Œuvres complètes*, éd. établie et présentée par Anne Kupiec et Miguel Abensour, Gallimard (Folio. Histoire), 2004, p. 1141.
- 8 «[Robespierre] essayait de faire comprendre au côté droit qu'il avait l'intention de s'unir à lui pour clore le gouffre de la terreur.» René LEVASSEUR, *Mémoires*, Baudouin, 1830, t. 2, p. 145.
- 9 SAINT-JUST, *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 744.
- 10 *Ibid.*, p. 1141.
- 11 Maximilien de ROBESPIERRE, «Sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains, et sur les fêtes nationales», dans *Œuvres*, t. X, *Discours*, 5^e partie, 27 juillet 1793-27 juillet 1794, éd. préparée sous la direction de Marc Bouloiseau et Albert Soboul, PUF, 1967, p. 444.
- 12 SAINT-JUST, *ibid.*, p. 659.
- 13 *Ibid.*
- 14 *Ibid.*, p. 1137-1138.
- 15 Marcel MAUSS, «L'expression obligatoire des sentiments», dans *Essais de sociologie*, Éd. de Minuit, 1969, p. 81-88, ici p. 88.
- 16 Germaine DE STAËL-HOLSTEIN, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution, et des principes qui doivent fonder la République en France*, avec une introd. et des notes par John Viénot, Fischbacher, 1906, p. 2-3.
- 17 *Ibid.*, p. XL-XLI, note.
- 18 *Ibid.*, cité par John Viénot, p. LXVII.
- 19 *Ibid.*, p. 169.
- 20 *Ibid.*, p. 166.
- 21 Selon l'expression de Jacques Rancière.